



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour le dernier CTSD de l'année scolaire. Nous allons étudier la modification des rythmes scolaires concernant de nombreuses écoles du département et les ajustements possibles pour la prochaine rentrée.

Sur le premier point, une fois n'est pas coutume, beaucoup de choses ont été dites, écrites. Bricolage, dé-tricotage, bidouillage, comment peut-on faire autrement avec autant d'inégalités territoriales ? A noter, avec une pointe d'ironie que ce qui était à jeter hier revient en tête de rayon aujourd'hui, avec les mêmes commerciaux pour vendre la même marchandise !

Sur le second point, dans le document que vous nous avez transmis, plusieurs situations méritent une vigilance particulière au regard de la marge de postes qu'il vous reste. Le CTSD et le CDEN du mois de février avaient acté de nombreuses fermetures de classes, d'écoles et la quasi disparition du dispositif PMQC, balayé sans discussion au profit des dédoublements des CP en éducation prioritaire. Le temps politique est passé par là, impactant le temps éducatif, et à fortiori l'équilibre des écoles, des communes et les conditions de travail des personnels et des élèves.

Nous avons en face de nous un gouvernement dur, un ministre de l'éducation injonctif et dogmatique qui prône la bienveillance à l'égard des élèves mais qui ne l'applique pas aux personnels. Malheureusement, cette déclinaison se retrouve dans les niveaux académiques et départementaux. La Dordogne ne fait pas exception à la règle. Représentants des personnels dans toutes les instances, nous en sommes les premiers témoins. En effet, monsieur l'Inspecteur, nous n'avons pas la même conception du dialogue social que ce soit avec vous, avec le recteur ou dans les instances ministérielles. Et surtout, vous ne nous entraînez pas dans une politique de co-gestion où vous décidez de tout, dans un semblant de dialogue.

Les instances représentatives des personnels sont menacées de disparition dans un délai de 3 semaines, laissant tout pouvoir à une gouvernance libérale dont les acteurs hiérarchiques en seront les bras armés. Nous nous opposons à ce projet, dans lequel, vous non plus n'avez rien à gagner, excepté vous couper un peu plus encore des acteurs de terrain, ceux qui font l'école, les enseignants. C'est un peu « le riche quand il veut contre le pauvre comme il peut ».

Pauvre, notre département l'est ! Économiquement, socialement, culturellement ! Le tout métropole, pour notre région, Bordeaux, éloigne un peu plus encore les citoyens des centres de décisions. La disparition des services publics, notamment l'école gangrène notre territoire !

Être concurrentiel, se regrouper pour être plus gros, plus fort ? Depuis quand être plus gros permet d'être plus efficace, plus juste, plus professionnel ? C'est juste le sacrifice à payer sur l'autel de la rentabilité financière. Les élèves, les familles, les enseignants, les citoyens en sont les victimes, la politique menée depuis des années responsable. Le service public est notre chance, notre richesse. Son démantèlement se traduit par un appauvrissement de la population et fait le creuset d'idées extrêmes dangereuses et nauséabondes qui prospèrent allègrement.

La FSU défend ceux qui souffrent et ceux qui travaillent tout simplement, porte et portera leur parole. Défendre une société plus juste, plus humaine, plus émancipatrice ! Conquérir de nouveaux droits ! Ensemble, rester des « petits colporteurs d'utopie », plus que jamais.

Les représentants de la FSU Dordogne